



(Re)Construire la démocratie sans les femmes. Genre et politique dans la Roumanie postcommuniste

*(Re)Building democracy without women: gender and politics in postcommunist
Romania*

Ionela Băluță



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/clio/12428>

DOI : 10.4000/clio.12428

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 10 juin 2015

Pagination : 187-200

ISBN : 9782701194318

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Ionela Băluță, « (Re)Construire la démocratie sans les femmes. Genre et politique dans la Roumanie postcommuniste », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 41 | 2015, mis en ligne le 17 juin 2017, consulté le 24 novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/clio/12428> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/clio.12428>

Tous droits réservés

(Re)Construire la démocratie sans les femmes. Genre et politique dans la Roumanie postcommuniste

Ionela BĂLUȚĂ

Nombreuses à l'Assemblée nationale (MAN) et dans les structures administratives et politiques sous le régime communiste, les femmes sont plutôt rares dans les institutions de représentation politique de la première décennie de reconstruction de la démocratie. Au niveau du Parlement, la présence des femmes chute de 33% dans les années 1980 à 4,6% dans la première législature « démocratique » (1990)¹. De même, alors qu'elles étaient six auparavant, les femmes sont quasi-absentes dans les six premiers cabinets postcommunistes². Certes on ne saurait comparer une institution politique d'un régime totalitaire prétendument démocratique avec celle d'un régime (même si fragilement) démocratique. Néanmoins, la marginalisation politique des femmes dans la Roumanie postcommuniste est bien réelle. Cet article propose quelques pistes d'explication, insistant notamment sur les logiques de (re)configuration des élites politiques postcommunistes et sur la (re)construction des représentations et des rôles de genre.

Ma démarche mobilise plusieurs types de sources : le cadre législatif qui régit les droits et la participation politique des femmes aux XX^e-XXI^e siècles ; des dictionnaires des personnalités politiques ; des données statistiques et des rapports produits par des institutions publiques ; deux bases de données sur les élites politiques

¹ Cette diminution du nombre des femmes est enregistrée dans tous les pays ex-communistes ; Sloat 2004.

² Pour les chiffres sur la période communiste, Olteanu 2003 : 36-41 ; pour le postcommunisme, Ștefan 2012 : 189-190.

postcommunistes : ROMELITE³ et *Elite politice postcomuniste*⁴ ; le discours médiatique, à partir notamment d'une analyse d'un corpus de 150 articles portant sur les femmes politiques ou dans la politique, parus entre février 2010 et mai 2011.

Une question inscrite dans une historiographie en expansion

La faible participation des femmes au pouvoir politique est un lieu commun des régimes démocratiques contemporains et bénéficie, ces dernières décennies, d'une bibliographie de plus en plus riche que je ne peux présenter ici⁵. Dans le cas des pays de l'Europe centrale et de l'Est, les études soulignent la nécessité de lier la réflexion sur la (re)construction du genre et de la démocratie en période de transition⁶ à l'analyse des continuités et des discontinuités par rapport au régime communiste qui a façonné les rôles et les représentations du féminin et du masculin⁷.

L'historiographie roumaine et internationale a enregistré, ces dernières années, un intérêt croissant pour des sujets liés à la situation des femmes dans le communisme et le postcommunisme en Roumanie. Les titres ne sont pas encore très nombreux et sont loin d'épuiser le sujet. Si certaines thématiques comme les politiques reproductives⁸ sont bien explorées, d'autres restent à approfondir,

³ 2500 entrées. La base est construite depuis 2003 à partir de questionnaires appliqués aux membres du Parlement (Ștefan 2004 : 88-89). Je remercie chaleureusement Laurențiu Ștefan de m'y avoir donné accès.

⁴ 1871 entrées, réunissant tous les membres des institutions provisoires du pouvoir de 1990, tous les ministres, députés, sénateurs et membres de l'Administration présidentielle de 1990 à 2000. Cette base de données a été dressée par Raluca Grosescu (Grosescu 2006b : 234-235). Je la remercie vivement de m'en avoir accordé l'accès.

⁵ Pour une présentation détaillée de cette historiographie Băluță I. 2010.

⁶ Les diverses dimensions de la transition sont à prendre en compte : culturelle, économique, sociale, politique.

⁷ Brunnbauer 2000 ; Sloat 2004 ; Weiner 2004 ; Forest 2009 ; Racioppi & See 2009 ; Gal & Kligman 2000.

⁸ Kligman 1998 ; Doboș 2010.

dont le rôle des femmes dans la politique communiste⁹ ou le genre des élites postcommunistes¹⁰. À propos des femmes politiques – ou des politiques à l'égard des femmes – les recherches ne sont pas nombreuses. Virgil Stoica¹¹ a proposé une analyse intéressante des politiques publiques dans le domaine de l'égalité des chances (1990-2000). Plus récemment, deux volumes se sont intéressés à « genre et pouvoir » et à « genre et intérêts politiques »¹². Quelques-unes des recherches publiées dans ces ouvrages collectifs s'arrêtent sur la présence et le rôle des femmes dans la politique. Mais l'ensemble néglige, pour l'essentiel, la dimension historique et manque d'une problématisation nuancée, à même de prendre en compte la complexité des processus sociaux et politiques à l'œuvre.

Un détour nécessaire par le régime communiste : l'égalité en marche ?

Le coup d'État de 1940 ayant mené à l'abolition de la Constitution de 1938 qui introduisait les droits politiques pour tous les citoyens, sans distinction de sexe (art. 18)¹³, les femmes roumaines exercent pour la première fois leur droit de vote sous le régime communiste. La loi électorale de 1946 réglemente l'organisation des élections « démocratiques »¹⁴ et son article 3 prévoit le droit des femmes de voter et d'être élues¹⁵.

Les trois Constitutions communistes (1948, 1952, 1965) inscrivent les droits politiques des femmes et l'égalité entre les sexes. La

⁹ Des analyses partielles in Olteanu 2003 ; Petre 1998 ; Miroiu 2004 ; Pasti 2003 ; Petrescu 2014.

¹⁰ Le sujet est partiellement traité dans Ștefan 2012.

¹¹ Stoica 2003.

¹² Băluță O. 2006 ; Băluță O., Dragolea & Iancu 2007.

¹³ Foșeneanu 1992 : 80. Le droit de vote aux élections locales avait été accordé aux femmes en 1929, mais les conditions étaient très restrictives. Pour les droits politiques des femmes dans l'entre-deux-guerres, Cosma 2002.

¹⁴ Pour une analyse de ces premières élections organisées par les communistes, Țărău 2005.

¹⁵ Lege 560, Decretul 2219/13.07.1946, *Monitorul Oficial (Journal Officiel)*, No. 161, 15.07.1946.

nécessité de faire entrer les femmes dans la politique, y compris par des quotas, est mise en débat dès les années 1950, dans les réunions de l'Union des femmes démocrates (UDFR)¹⁶. Néanmoins, des mesures en ce sens ne sont prises que dans les années 1970, qui représentent un tournant dans la politique communiste en matière de promotion des femmes. Après une campagne dans la presse officielle diffusant l'image de la femme dynamique qui contribue à la vie politique, plusieurs décisions imposent des quotas de représentation des femmes. La décision du Comité exécutif (CE) du parti communiste roumain (PCR) du 24 décembre 1976 demande que tous les comités et les bureaux du parti au niveau local et départemental comptent 25% de femmes. En 1979, le secrétaire général du PCR requiert une présence de 30% de femmes au Congrès du Parti et recommande les mêmes quotas pour le Comité central (CC)¹⁷. Cette propagande a eu des effets visibles sur la représentation des femmes dans ces structures politiques¹⁸. Le nombre de femmes dans la MAN monte de 15,18% en 1975 (l'année où Elena Ceaușescu y est entrée en tant que députée)¹⁹ à 32,79% en 1980, restant autour de 30% jusqu'à la fin des années 1980. Au niveau du CC, les pourcentages se situent autour de 20%, les institutions les plus fermées étant le Comité central exécutif (9% en 1974, 20% en 1979, 14% en 1984) et le gouvernement (1 à 6 femmes de 1975 à 1987, dont Elena Ceaușescu et la sœur de Nicolae Ceaușescu)²⁰.

¹⁶ L'UFDR est créée en 1948, transposant l'idée d'une seule institution politique réunissant les femmes ; voir Cîrstocca 2004 : 115, 137.

¹⁷ Cette campagne est liée, en grande partie, à l'entrée d'Elena Ceaușescu sur la scène politique et vise à légitimer sa propulsion dans les structures du Parti ; voir Olteanu 2003 : 39 ; Petre 1998.

¹⁸ Il faut néanmoins mentionner que les listes de la Nomenklatura communiste ne contiennent pas, en Roumanie, les membres du CC, du Bureau politique ou du Secrétariat du CC. Cf. Grosescu 2006b : 122. Une analyse exhaustive de toutes ces listes serait donc nécessaire afin de mesurer la présence des femmes dans les différentes instances politiques du régime communiste.

¹⁹ Pour une présentation de « l'ascension » impressionnante de Elena Ceaușescu, Olteanu 2003 : 37-42.

²⁰ Olteanu 2003 : 37-38.

Toutefois, en dépit des réorganisations successives, la majorité des structures politiques communistes ont un rôle plutôt formel, voire décoratif, les décisions étant prises par un groupe restreint ; le pouvoir se concentre, vers la fin du régime, dans les mains de Nicolae Ceaușescu²¹, ce qui est l'une des particularités du régime communiste roumain. Plus encore, l'une des caractéristiques du régime de Ceaușescu est la promotion, dans les positions clés, des membres de sa famille²² et notamment de sa femme²³. En conséquence, en dehors d'Elena Ceaușescu, qui a exercé un pouvoir réel, et de quelques autres femmes, appartenant soit à la famille du couple présidentiel, soit à un cercle limité de fidèles soumis, les pourcentages élevés des femmes dans les autres structures politiques ne sont pas des indicateurs de leur participation à la prise de décision.

Par ailleurs, les régimes communistes développent une conception de l'égalité des sexes centrée sur l'émancipation des femmes *via* leur participation au marché du travail. La propagande et l'idéologie communistes n'ont pas envisagé une redéfinition des rôles et des représentations de genre, et n'ont pas remis en cause les structures et les valeurs patriarcales²⁴. Plus encore, les politiques reproductives mises en place par le régime de Ceaușescu²⁵ au sein d'une idéologie nationaliste célébrant le rôle maternel ne font que renforcer les identités différenciées et traditionnelles de genre.

²¹ Pour une présentation détaillée de l'organisation des institutions politiques pendant le régime communiste, voir l'étude introductive du *Dictionnaire des membres du CC du PCR, 1945-1989* (Ionescu-Gură 2004).

²² Tismăneanu 2005 : 258.

²³ Vers la fin des années 1970, Elena Ceaușescu est présente dans plusieurs structures de direction du Parti et de l'État et s'est occupée personnellement de la sélection du personnel, devenant la présidente de la Commission de Cadres du CC du PCR ; Grosescu 2006a : 124.

²⁴ Brunnbauer 2000 : 151-153.

²⁵ Kligman 1998.

Postcommunisme et politique au masculin : la (re)configuration des élites politiques

Après la chute du régime communiste, l'espace partisan et les institutions politiques regagnent leur autonomie et leur pouvoir... mais sans les femmes²⁶. Les pourcentages très faibles des femmes élues au Parlement pendant la première décennie postcommuniste remontent un peu sous l'impulsion du processus d'adhésion à l'Union Européenne (tableau 1).

Législature	Proportion de femmes élues
1990-1992	4,9 %
1992-1996	3,7 %
1996-2000	4,7 %
2000-2004	10,8 %
2004-2008	10,2 %
2008-2012	9,8 %
2012-présent	11,5 %

Tableau 1. Représentation des femmes dans le Parlement²⁷.

Au niveau du gouvernement, à l'exception du cabinet Văcăroiu (1992-1996), qui dénombre une femme²⁸ parmi ses 43 membres, les cinq autres restent, de 1990 à 1999, exclusivement masculins. Depuis 1999, les femmes y sont un peu plus présentes, même si elles restent des « ministres de second rang » : leurs mandats sont en général courts et souvent elles remplacent un homme appelé pour une autre fonction²⁹. En outre, les ministères dirigés par les femmes sont liés, majoritairement, aux domaines associés aux « qualités » féminines :

²⁶ Plusieurs recherches sur le sujet considèrent que l'exclusion des femmes se produit justement au moment où ces institutions politiques détiennent un pouvoir politique réel ; Watson 2000.

²⁷ AEP 2013.

²⁸ Seulement pour 5 mois : Daniela Bartoș, ministre de la Santé (23 août-11 décembre 1996).

²⁹ Ștefan 2012 : 189-190 et 229.

travail, protection sociale, jeunesse, éducation, santé³⁰. Somme toute, la Roumanie se situe constamment vers la fin des classements concernant le « women political empowerment »³¹.

Des facteurs nombreux et complexes sont à prendre en compte dans l'analyse de cette sous-représentation politique des femmes.

En ce qui concerne la reproduction des élites politiques communistes, la majorité des députés et sénateurs d'après 1989 ont été membres du parti communiste (ce qui n'est pas surprenant, vu la cooptation massive de la population dans les rangs du parti) et une quinzaine déclarent avoir occupé une fonction dans les structures communistes³². Au total, dans les parlements de 1990 à 2004, le nombre de ceux qui ont appartenu à la Nomenklatura communiste ne dépasse pas les 15%³³. Pour ce qui est des catégories auxquelles appartiennent ces élites reconverties, il s'agit, par ordre d'importance, de la Nomenklatura économique régionale (48,9%), des positions de décision à l'intérieur du Parti (27,9%) ou des fonctions de décision dans l'administration d'État (31%). Seulement 10% ont été députés dans la MAN³⁴. Si on croise la variable « ancienne élite communiste » avec la variable « genre », on constate que, parmi les membres des parlements postcommunistes, seulement sept femmes ont détenu des positions dans les structures communistes, dont une seule a occupé des fonctions importantes avant et après 1989³⁵.

³⁰ Ce n'est pas une caractéristique roumaine, « la division sexuée du travail politique » étant plutôt un lieu commun des recherches sur ce sujet.

³¹ Par exemple, dans *Global Gender Gap Report*, la Roumanie occupe respectivement en 2012 et 2013 les places 99 et 91 sur 132 pays, devançant dans la région seulement la Géorgie, l'Albanie et la Hongrie ; les rapports de 2006 à 2013 sont disponibles en ligne : <http://www.weforum.org/issues/global-gender-gap>.

³² Ștefan 2004 : 120-123.

³³ La Nomenklatura représente « l'appareil du Parti », réunissant des structures au niveau local et central qui étaient chargées de mettre en place les décisions des dirigeants ; Ionescu-Gură 2004 : 7. Grosescu définit la Nomenklatura comme « l'ensemble des listes nominales et confidentielles avec tous les postes de responsabilité de la société communiste, tels qu'ils étaient établis, hiérarchiquement, par le Parti » (Grosescu 2006a : 112).

³⁴ Grosescu 2006b : 243-244.

³⁵ Lazăr Maria : sous le régime communiste, elle a été membre suppléant du CC du PCR (1984-1989), députée de Buzău (1985-1989), secrétaire générale du Comité

Comme le suggérait déjà la section antérieure, malgré les pourcentages élevés des femmes dans quelques-unes des institutions politiques communistes, elles n'ont pas fait partie, en réalité, des structures et des réseaux du pouvoir politique. On ne peut donc pas dire, comme le suggèrent certains auteurs³⁶, que les femmes se sont dés-impliquées volontairement de la politique après 1989, fatiguées du double, voire triple fardeau communiste (famille, travail, politique). Cette explication convient parfaitement aux politiciens et leaders d'opinion postcommunistes, qui ne voient aucun intérêt au débat sur la représentation politique des femmes : l'égalité existe, les femmes ont des droits égaux garantis par la loi, ce sont elles qui choisissent de ne pas entrer dans la course électorale³⁷. En réalité, dans le jeu « démocratique » de la reconfiguration de l'espace politique postcommuniste, les femmes ne détiennent ni les ressources économiques ni les ressources politiques nécessaires³⁸. Les femmes étaient rares ou sous-représentées dans les structures de la *Nomenklatura* d'où proviennent les élites postcommunistes, notamment parmi les élites économiques. Elles n'ont disposé ni de l'argent ni d'un pouvoir réel, ce qui auraient pu les maintenir dans la course électorale démocratique.

Le système électoral constitue une autre dimension importante dans la configuration et la répartition des places dans les instances démocratiques de la représentation politique. En Roumanie, le principe juridique de l'égalité de sexe est inscrit (ou plus précisément est maintenu) dans toute la législation postcommuniste³⁹. Si le changement du mode de scrutin de 2008 (passage du scrutin de liste au scrutin uninominal) a affecté sensiblement les résultats des législatives de 2008, le pourcentage de femmes est remonté en 2012.

PCR Buzau et vice-présidente de la MAN (1985-1989) ; après 1989 : vice-présidente du Conseil national du parti social des ouvriers (PSM) (1991-1995) ; vice-présidente du Conseil national du parti socialiste 1995-2000 ; vice-présidente du Conseil national du parti social-démocrate roumain (PSDR) (2000-2001) et députée PSDR de Galați (2000-2004) ; Cf. base de données *Elite politice postcomuniste*.

³⁶ Brunnbauer 2000 : 154.

³⁷ Băluță I. 2013.

³⁸ Hypothèse avancée dans une partie des recherches, Sloat 2004 : 48.

³⁹ Pour une présentation de cette législation : Băluță I. 2013 : 165-167.

Il ne semble donc pas un facteur déterminant pour la présence des femmes au Parlement, aspect qui, par ailleurs, apparaît rarement dans les débats publics ou électoraux.

La (re)construction des représentations et des rôles de sexe et de genre

La marginalité de la revendication concernant la représentation politique des femmes est également à mettre en relation avec l'héritage communiste. Si l'accès des femmes à l'éducation (et notamment à l'enseignement supérieur) et au marché du travail restent des acquis et des indicateurs de l'égalité, l'idée d'égalité des sexes a été en grande partie démonétisée par un demi-siècle de propagande communiste. L'association avec l'idéologie communiste délégitime une éventuelle mesure visant l'accroissement du nombre de femmes au Parlement. Des 150 articles de presse analysés, 33 portent sur les quotas de représentation des femmes dans les structures des partis, sur les listes électorales ou en général dans la politique. Les voix (des femmes surtout, mais aussi des hommes) favorables à une présence plus importante des femmes dans la politique évoquent, principalement, l'intérêt de la famille et des questions sociales, qui seraient ainsi mieux servis. La motivation avancée par l'initiatrice du projet de loi des quotas de genre (la députée Sulfina Barbu) s'inscrit dans cette rhétorique :

[...] c'est une loi qui détermine les partis à accorder plus d'attention, dans leurs programmes politiques, aux préoccupations spécifiquement féminines : la famille, la santé, l'éducation, l'assistance sociale et la protection de l'environnement⁴⁰.

Néanmoins, cette proposition a attisé les sensibilités antiféministes et antimarxistes : parce que les partis communistes ont adopté une rhétorique égalitaire, le féminisme est victime de la réprobation qui touche le passé communiste, largement partagée⁴¹. Plusieurs leaders politiques ont exprimé leur opposition, dont je retiens deux opinions :

⁴⁰ http://www.adevarul.ro/actualitate/politica/Proiect_legislativ-_40_dintre_candidatii_partidelor_la_parlamentare_trebuie_sa_fie_femei_0_357564478.html

⁴¹ Des ONG féministes sont créées dès les années 1990, étant soutenus par différents

Ce communisme exacerbé, avec la promotion de la femme, ne fait pas de bien. Quoi, elles sont handicapées ?⁴²

La parité dans la politique est un concept paradoxal [...]. D'autre part, la parité imposée de façon mécanique a une connotation gauchiste, totalitaire, qui me dérange [...] Je rejetterais cet élan féministe-marxiste qui transpose la lutte des classes dans le plan des genres, des sexes⁴³.

L'égalité des sexes est donc une revendication soit inaudible, soit inexprimable.

Quant à l'égalité de genre, qui n'a pas réellement existé sous le communisme, elle s'est encore éloignée. Or, les représentations et les rôles de genre façonnent la reconfiguration de l'espace politique postcommuniste : l'implication et l'acceptation des femmes dans la politique y sont directement liées. La seule enquête nationale sur les représentations de genre⁴⁴ montre que le modèle du *male breadwinner* est partagé par la majorité de la population, malgré des fluctuations en fonction de l'âge, du milieu urbain ou rural, de la répartition géographique. Au total, 63% des Roumains considèrent que les tâches domestiques sont la responsabilité des femmes, 70% croient que l'homme doit assurer l'argent pour la famille et 83% répondent que l'homme est le chef de la famille. Le postcommunisme est marqué, à plusieurs égards, par un retour conservateur : revalorisation de la religion, réaffirmation des valeurs familiales et des rôles traditionnels des deux sexes. Mais le communisme y a contribué : l'absence d'une

réseaux internationaux (dont la fondation Soros), mais leur visibilité est assez réduite et leur objectifs trop liés aux possibilités de financement, ce qui ne favorise pas le changement de la perception négative du féminisme ; voir, par exemple, Cîrstocea 2006 : 51-77. Pour ce qui est des politiques européennes, si l'agenda politique, les lois et les institutions en sont influencés lors du processus d'adhésion, leur mise en œuvre et impact ultérieur sont problématiques ; Băluță I. 2014.

⁴² Mădălin Voicu (député du parti social-démocrate), <http://www.ziarulnational.com/stiri/Politic-/1272558193-Rolul-rom-ncel-n-politic-e-la-crati-les>

⁴³ Teodor Baconschi (ministre des Affaires extérieures à l'époque, membre du parti démocrate-libéral, fondateur de la Fondation chrétienne-démocrate, politicien qui se légitime avec son capital intellectuel) <http://www.agerpres.ro/media/index.php/life/item/48492.html>

⁴⁴ *Barometrul de gen*, 2000, enquête nationale réalisée par The Fondation for an open society, <http://www.fundatia.ro/?q=en/node/669>.

idéologie et de politiques visant à une égalité réelle des sexes dans l'espace familial/domestique, les politiques reproductives et la propagande couronnant la femme-mère n'ont fait que permettre le maintien des rapports traditionnels de genre qui resurgissent dans le postcommunisme.

L'analyse de mon corpus de presse confirme cette représentation traditionnelle des rôles de genre : au-delà des opinions plus ou moins favorables à la « promotion » des femmes dans la politique, journalistes, analystes, politiciens et politiciennes partagent, presque à l'unanimité, la conviction que le premier devoir de la femme est son rôle maternel et l'harmonie de sa famille : « Les femmes peuvent avoir un mot important dans les politiques familiales, grâce à leur rôle dans le maintien de la famille », souligne la députée libérale Lucia Varga, candidate à la fonction de présidente de l'Organisation des femmes du parti libéral⁴⁵. Qui plus est, la conception différentialiste et essentialiste est extrêmement répandue ; outre le partage traditionnel des tâches familiales et domestiques qui en découle, cette représentation sociale donne également lieu, parfois, à des affirmations incroyablement stéréotypées : les hommes ont dans leur « gène » « l'appétit de la chasse » et les « femmes ne raisonnent pas normalement trois jours par mois »⁴⁶, soutient avec conviction une femme d'affaires (Monica Tatoi), très présente dans les médias.

Au total, dans une société où le devoir maternel reste le « destin » de la femme, où la figure d'Elena Ceaușescu est encore mobilisée contre les femmes qui aspirent à une carrière politique, où le féminisme est condamné, fantôme du communisme, la participation des femmes à la prise de décision politique n'est rien d'autre qu'une belle phrase à utiliser dans les projets et les stratégies « vendus » à l'Union européenne.

⁴⁵ <http://www.cotidianul.ro/138781-Lucia-Varga-candideaza-pentru-presedintia-organizatiei-de-femei-a-PNL>

⁴⁶ <http://www.evz.ro/articole/detalii-articol/887865/Monica-Tatoi-Politicienii-nu-sunt-misogini-ci-vanatori-/>

Bibliographie

- AEP (Autoritatea Electorală Permanentă), 2013, *Evoluția reprezentării femeilor în parlamentul României*
file:///C:/Users/User/Downloads/evolutia_femeilor_in_parlament.pdf
- BĂLUȚĂ Ionela, 2010, « Le parlement roumain à l'épreuve du genre. Les femmes politiques dans la législature 2004-2008 », *Studia Politica*, 1, p. 123-151.
- , 2013, « Désimplification volontaire des femmes/monopole des hommes : féminité et masculinité à l'aune du politique dans la Roumanie actuelle », in Matthieu GATEAU, Maud NAVARRE & Florent SCHEPENS (dir.), *Quoi de neuf depuis la parité ? Du Genre dans la construction des rôles politiques*, Dijon, Éd. universitaires de Dijon, p. 163-178.
- , 2014, « Gender impact assessment in Romania », Commission Européenne, http://ec.europa.eu/justice/gender-equality/files/exchange_of_good_practices_at/ro_comments_paper_at_2014_en.pdf
- BĂLUȚĂ Oana (ed.), 2006, *Gen și putere. Partea leului în politica românească* [Genre et pouvoir. La Partie du lion dans la politique roumaine], Iași, Polirom.
- BĂLUȚĂ Oana, DRAGOLEA Alina & Alice IANCU, 2007, *Gen și interese politice. Teorii și practici* [Genre et intérêts politiques. Théories et pratiques], Iași, Polirom.
- BRUNNBAUER Ulf, 2000, « From equality without democracy to democracy without equality? Women and transition in Southeast Europe », *South-East Europe Review*, 3, p. 151-168.
- CÎRSTOCEA Ioana, 2004, « Contribution à une sociologie de la “transition” roumaine à travers le prisme de la condition féminine et des représentations de la féminité », thèse de doctorat, soutenue à PEHESS, Paris.
- , 2006, *Faire et vivre le postcommunisme. Les Femmes roumaines face à la transition*, Bruxelles, Éd. de l'Université de Bruxelles.
- COSMA Ghizela, 2002, *Femeile și politica în România. Evoluția dreptului de vot în perioada interbelică* [Les Femmes et la politique en Roumanie. L'Évolution du droit de vote dans la période de l'entre-deux-guerres], Cluj-Napoca, Presa Universitară Clujeană.
- DOBOȘ Cristina (coord.), 2010, *Politica pronatalistă a regimului Ceaușescu. O perspectivă comparativă* [La politique pronataliste du régime de Ceaușescu. Une perspective comparative], IICMER, Iași, Polirom.
- FOCȘENEANU Eleodor, 1992, *Istoria constituțională a României 1859-1991* [Histoire constitutionnelle de la Roumanie 1859-1991], Bucarest, Humanitas.
- FOREST Maxime, 2009, « La longue marche des femmes d'Europe centrale et orientale vers l'égalité politique », *Informations sociales*, 151, p. 40-49.

- GAL Susan & Gail KLIGMAN, 2000, *The Politics of Gender after Socialism: a comparative-historical essay*, Princeton, New Jersey, Princeton University Press.
- GROSESCU Raluca, 2006a, « Fizionomia Nomenclaturii » [La physionomie de la Nomenklatura], in *De ce trebuie condamnat comunismul?* [Pourquoi faut-il condamner le communisme ?] *Anuarul Institutului de Investigarea Crimelor Comunismului în România* [L'annuaire de l'Institut pour l'Investigation des Crimes du Communisme en Roumanie], Iași, Polirom, p. 109-140.
- , 2006b, « Conversia elitelor comuniste din Romania în perioada de tranziție: 1989-2000 » [La conversion des élites en Roumanie dans la période de transition : 1989-2000], in *De ce trebuie condamnat comunismul?* [Pourquoi faut-il condamner le communisme ?] *Anuarul Institutului de Investigarea Crimelor Comunismului în România* [L'annuaire de l'Institut pour l'Investigation des Crimes du Communisme en Roumanie], Iași, Polirom, p. 229-254.
- IONESCU-GURĂ Nicoleta, 2004, « Studiu introductiv », in Florica DOBRE (coord.), *Membrii C.C. ai P.C.R. 1945-1989. Dicționar*, Bucarest, Ed. Enciclopedică, p. 6-57.
- KLIGMAN Gail, 1998, *The Politics of Duplicity: controlling reproduction in Ceausescu's Romania*, Berkeley, Los Angeles and London, University of California Press.
- MIROIU Mihaela, 2004, *Drumul către autonomie. Teorii politice feministe* [La Voie vers l'autonomie. Théories politiques féministes], Iași, Polirom.
- OLTEANU Cristina Liana, 2003, « Strategii de integrare a femeilor în spațiul românesc al anilor '70 » [Stratégies d'intégration des femmes dans l'espace roumain des années '70], in Cristina Liana OLTEANU, Elena Simona GHEONEA & Valentin GHEONEA (dir.), *Femeile în România comunistă. Studii de istorie socială*, Bucarest, Politeia-SNSPA, p. 11-64.
- PASTI Vladimir, 2003, *Ultima inegalitate. Relațiile de gen în România* [La Dernière inégalité. Relations de genre en Roumanie], Iași, Polirom.
- PETRE Zoe, 1998, « Promovarea femeii sau despre destructurarea sexului feminin », in Lucian BOIA (coord.), *Miturile comunismului românesc* [Les Mythes du communisme roumain], Bucarest, Nemira, p. 255-271.
- PETRESCU Cristina, 2014, « A genderless protest: women confronting Romanian communism », *Analele Universității din București. Seria Științe Politice*, p. 79-101.
- RACIOPPI Linda & Katherine O.S. SEE, 2009, *Gender Politics in Post-Communist Eurasia*, East Lansing, Mich, Michigan State University Press.
- SLOAT Amanda, 2004, « Where are the women? Female political visibility in EU accession states », *Transitions*, 44-1, p. 45-58.
- STOICA Virgil, 2003, « Public policies concerning the equality of opportunities between women and men, 1990-2000 », *Romanian Journal of Society and Politics*, 3/1, p. 192-232.

- ȘTEFAN Laurențiu, 2004, *Patterns of Political Elite Recruitment in Post-Communist Romania*, Bucurest, Éd. Ziua.
- , 2012, *Who governs Romania? Profiles of Romanian Political Elites before and after 1989*, Bucurest, Éd. Institutului de Științe Politice și Relații Internaționale.
- TISMĂNEANU Vladimir, 2005, *Stalinism pentru eternitate. O istorie politică a comunismului românesc* [Stalinisme pour l'éternité. Une Histoire politique du communisme romain], Iași, Polirom.
- ȚĂRĂU Virgiliu, 2005, *Alegeri fără opțiune: Primele scrutinuri parlamentare din Centrul și Estul Europei după cel de-al Doilea Război Mondial* [Des Élections sans option. Les Premiers scrutins parlementaires dans l'Europe Centrale et de l'Est après la Deuxième Guerre mondiale], Cluj-Napoca, Eikon.
- WATSON Peggy, 2000, « Politics, policy and identity: EU eastern enlargement and East-West differences », *Journal of European Public Policy*, Special Issue, 7/3, p. 369-384.
- WEINER Elaine, 2004, « Imperfect vision: failing to see the 'difference' of Central and East European women », in Michaela FRUNZĂ & Theodora VĂCĂRESCU (eds), *Gender and the (Post) East-West Divide*, Cluj-Napoca, Limes Publishing House, p. 27-51.